

Les 2x8 au CRP :
2 petits jours,
et puis s'en
vont...

l'étincelle

Plan actionnariat
salariés Renault :
Frisson pour
hauts salaires

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 23 octobre 2018

Dis-moi qui sont tes amis...

Depuis la disparition du journaliste Jamal Khashoggi lors d'une visite au consulat saoudien d'Istanbul, le 2 octobre dernier, les chancelleries occidentales ont mis peu à peu en scène leur indignation. Au fur et à mesure des informations distillées par le gouvernement turc, les tergiversations des parrains occidentaux du royaume saoudien se sont révélées pour ce qu'elles sont : une mise en scène hypocrite et répugnante.

Silence dans les rangs

Dès le 5 octobre, le Washington Post, journal pour lequel travaillait Khashoggi, a beau sonner l'alerte sur la disparition du journaliste, les différentes capitales observent tout d'abord un silence prudent. Tous les dirigeants occidentaux attendent la réaction du chef. Dans quel sens le vent soufflera-t-il ? Le silence de Trump, les premiers jours, s'impose à tous.

Il faut dire que Mohammed Ben Salmane, le prince héritier d'Arabie saoudite, était jusque-là présenté par tous comme le partenaire idéal. Prince « réformateur », arrivé au pouvoir en juin 2017 après une courte lutte d'influence, il avait soi-disant réduit les pouvoirs de la police religieuse, donné son accord à l'ouverture de cinémas, autorisé les femmes à conduire ou à se rendre dans des stades. Mais dans le même temps, il faisait arrêter militantes et militants des droits des femmes. Israa al-Ghomgham, une opposante au régime ayant participé à des manifestations en 2011 et arrêtée en 2015, passe en procès la semaine prochaine et risque une exécution publique tout comme cinq autres personnes.

Un si bon client

Les coupures de presse élogieuses vantant ce bon client des marchands d'armes occidentaux n'ont pourtant pas cessé. Ces quinze dernières années, les entreprises européennes ont vendu pour 57 milliards d'euros de matériel militaire ou de répression à l'Arabie saoudite. C'est le deuxième meilleur client de la France sur la décennie 2007-2016 avec près de 12 milliards d'euros de dépenses militaires.

Les chars Leclerc, les canons longue portée Caesar, les Mirage 2000, voici un catalogue non exhaustif des joujoux français employés contre la population yéménite depuis 2015. Une clique d'États dirigée par l'Arabie saoudite y mène une guerre qui

a fait au moins 10 000 morts et 3 millions de déplacés d'après l'ONU.

Une comédie macabre

Trump a donc d'abord appelé à la prudence. Il s'agissait d'attendre que la nouvelle soit enterrée aussi vite qu'elle avait éclaté. Le ton étant donné. Macron a joué la même partition. Ce dernier, qui faisait savoir au printemps « ne pas considérer l'Arabie saoudite comme un client mais comme un allié », se contentait de condamner l'atteinte à la « liberté d'expression ». Mais le scandale n'a pas faibli. Les autorités turques, pourtant pas avares de répression contre les journalistes et de massacres contre les Kurdes, continuent à lâcher au compte-gouttes les détails les plus sordides sur l'assassinat du journaliste. Selon des témoignages, le journaliste aurait été torturé pendant un interrogatoire, puis décapité et son corps démembré.

Acculées, les autorités saoudiennes ont fini par admettre le décès du journaliste vendredi dernier, reconnaissant une « erreur » et un étranglement accidentel ! Et Trump de promettre de « très graves » conséquences tout en laissant un délai supplémentaire à Riyad pour « s'expliquer ».

Les affaires avant tout

Conséquences ? Les dirigeants internationaux ont donc – quel courage ! – décidé de bouder le forum économique organisé par Riyad fin octobre. Pas de petits fours cette année.

Trump, en mettant en avant avec cynisme le rôle de gendarme régional de l'Arabie saoudite mais aussi les contrats d'armement et leurs retombées économiques (450 milliards de dollars), dit tout haut ce que bien des dirigeants et industriels européens pensent. S'ils payent bien et que le pétrole coule à flot, les dirigeants saoudiens ont un bel avenir malgré leurs exactions.

Des 2x8 qui font le grand huit

Il a beaucoup fait parler de lui. Il allait permettre de rattraper le retard pris sur HJB. Au final, le passage en 2x8 d'une partie du CRP aura duré... deux jours, faute de pièces proto pouvant être livrées par les fournisseurs. Un problème qui n'avait pas été prévu ! Le symptôme de la pagaille qui règne dans les projets véhicules, et dont le montage proto, en bout de planning, fait les frais. Pas étonnant qu'il y ait des défauts de qualité. Trop de réduction des délais et des coûts tue la réduction des délais et des coûts.

Une élection ne fait pas la démocratie

Les prochaines élections professionnelles auront lieu au Technocentre le 19 novembre. Elles sonneront la fin des Instances Représentatives du Personnel issues des grèves de Juin 36 (DP), de la Libération (CE créé en 1945) ou du gouvernement Mitterrand (1982 pour le CHSCT). Les ordonnances Macron de 2017 sur le Code du Travail leur substituent un Comité Social et Economique (CSE) et des Commissions dites « de proximité » (comme les RH !), dont les moyens seront réduits. Le nombre représentants du personnel de l'établissement sera ainsi amputé de 57 % ! C'est moins de contestation potentielle, de comptes à rendre aux élus et aux salariés et de freins pour « libéraliser » le travail et pressurer davantage les salariés. Gare au retour de manivelle.

Une opération pour hauts salaires

La direction se félicite du succès de son dernier plan d'actionnariat salarié « Share the future ». Le nombre d'acquéreurs est pourtant moins élevé que lors des précédentes opérations du même genre, mais pour des sommes plus élevées (3 557 € en moyenne par acquéreur). Ce sont plutôt les plus hauts salaires qui ont acheté le plus d'actions. Les autres ont d'autres priorités, comme de boucler leurs fins de mois.

Un plan au rabais

Dans le plan d'actionnariat salarié, chaque action achetée l'était avec un rabais de 20 % basé sur le cours de l'action Renault au 7 septembre. Depuis, sa valeur a perdu 10 %. Les boursicoteurs salariés se font toujours avoir par les traders professionnels.

Payés en roupies de sansonnet

RNTBCI, le Renault Nissan Technical Business Center of India, recrute 1000 personnes à Chennai, où travaillent déjà plus de 6000 salariés. Certains secteurs de ce site de R&D passent également en 2x8, histoire d'absorber la charge de travail qui augmente en partie grâce au nombre croissant d'activités qui y sont transférées, venant notamment du Technocentre. Des salaires indiens peu élevés qui intéressent beaucoup Renault et Nissan...

Retour sur Terre

Le véhicule autonome alimente les fantasmes. Ghosn n'est pas en reste, qui déclarait : « 2018, premiers véhicules [autonomes] sur les routes [en] France. 2020 c'est un début de commercialisation en Europe ». C'était en juin 2014. Depuis, il a dû revoir ses ambitions. Renault limite désormais ses ressources à développer un véhicule robot : un genre de taxi sans chauffeur capable d'effectuer un circuit connu. C'est déjà beaucoup de boulot. Les salariés qui travaillent sur ce projet ne sont pas des robots.

Urgence : contre la fonte des emplois

Créées en 1980 par Renault, les Fonderies Alu et Fonte du Poitou à Ingrandes (Vienne) sont de nouveau menacées. Renault réduit de moitié ses commandes pour 2019. La Fonte emploie 430 CDI et une centaine d'intérimaires : la direction a annoncé un plan social, la suppression de l'équipe de nuit, au moins 18 licenciements secs, la fin des missions d'intérim. Renault invoque la crise du Diesel. Elle a bon dos, alors que globalement les ventes explosent.

Une reprise qui manque de Punch

Alors que le groupe belge Punch est prêt à reprendre l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, Ford préfère fermer carrément ce site sous prétexte que l'offre de Punch comporterait un « risque futur de suppression d'emploi » ! En fait, Ford ferait des économies en fermant cette usine, car la reprise l'engagerait à 3 ans de commandes. De son côté, Punch ne veut garder que 360 salariés sur 847, supprimer 13 jours de RTT, geler les salaires... Un chantage à l'emploi inacceptable de part et d'autre.

Un pognon de dingue et pas un emploi

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) instauré par Hollande, devrait être transformé par Macron en baisse de cotisations sociales en 2019. Il n'a pourtant eu aucun effet sur l'emploi, comme le révèle un rapport du Laboratoire Interdisciplinaire d'Evaluation des Politiques Publiques (LIEPP). 111,6 milliards d'euros de créances fiscales ont été accordées aux entreprises entre 2013 et 2018, soit environ 1 % du PIB chaque année. Le CICE a surtout permis aux entreprises d'augmenter leurs marges... et de creuser le déficit public.

Jupiter et son double

Soupçonnés d'emplois fictifs et de triche dans des comptes de campagne, des perquisitions ont eu lieu à la France Insoumise et chez Mélenchon. Les mêmes soupçons pèsent sur la campagne de Macron, mais on ne perquisitionne pas l'Élysée. Mais quand Mélenchon clame « la République, c'est moi » ou « ma personne est sacrée », on croirait entendre Macron.